



Strasbourg, le 19 septembre 2013

GT-GDR-E(2013)R2

COMITE DIRECTEUR POUR LES DROITS DE L'HOMME
(CDDH)

**GROUPE DE RÉDACTION "E" SUR LA RÉFORME DE LA COUR
(GT-GDR-E)**

2nde réunion

Strasbourg

Mardi 17 – jeudi 19 septembre 2013

Agora, Salle G01

RAPPORT DE REUNION

Point 1 : Ouverture de la réunion, adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux

1. Le Groupe de rédaction E sur la réforme de la Cour (GT-GDR-E) a tenu sa 2nde réunion à Strasbourg du 17 au 19 septembre 2013, sous la présidence de M. Morten RUUD (Norvège). La liste de participants figure à l'annexe I. L'ordre du jour, tel qu'il a été adopté, figure à l'annexe II.

Point 2 : La question de savoir si des mesures plus efficaces sont nécessaires à l'égard des Etats qui ne donnent pas suite aux arrêts de la Cour dans un délai approprié

2. Le Rapporteur, Mme Denise RENGER (Allemagne), présente son projet de rapport sur la question de savoir si des mesures plus efficaces sont nécessaires à l'égard des Etats qui ne donnent pas suite aux arrêts de la Cour dans un délai approprié. Le Groupe examine et adopte le projet de rapport du CDDH tel qu'il figure à l'Addendum I, en vue de sa transmission au DH-GDR pour examen lors de sa prochaine réunion (29-31 octobre 2013). Le Groupe remercie Mme Renger pour sa contribution à ses travaux.

3. Au cours de ses discussions, le Groupe décide de consigner les points qui suivent dans son rapport de réunion :

- Il serait utile d'avoir des statistiques sur le délai moyen pris pour clore les différents types d'affaires, telles qu'elles se distinguent depuis l'introduction des nouvelles méthodes de travail du Comité des Ministres en 2011, à savoir celles sous surveillance « soutenue » et celles sous surveillance « standard ».
- Il est relevé que toutes les affaires pendantes n'impliquent pas de retards dans l'exécution, et que pour certaines, toutes les mesures nécessaires peuvent même avoir été mises en œuvre.
- En ce qui concerne les « origines du problème », un expert propose une cause supplémentaire de manquement à exécuter les arrêts dans un délai approprié, à savoir « l'impossibilité objective pour un Etat partie de mettre en œuvre un arrêt donné ». Cette proposition n'est pas soutenue.
- En rapport avec la proposition consistant pour le Comité des Ministres à travailler en groupes plus restreints, il est relevé que cela peut augmenter la charge de travail du Service de l'exécution des arrêts, dont la capacité peut par conséquent nécessiter d'être renforcée.
- Il est important que les participants aux réunions du Comité des Ministres consacrées à la surveillance de l'exécution des arrêts aient les compétences juridiques et/ou techniques nécessaires. Cela serait renforcé si l'Agent du Gouvernement devant la Cour d'un Etat membre ou tout autre expert pertinent faisait partie de la délégation nationale.

Point 3 : Le réexamen du fonctionnement du Panel consultatif d'experts sur les candidats à l'élection des juges à la Cour européenne des droits de l'homme

4. Le Rapporteur, M. Martin KUIJER (Pays-Bas), présente son projet de rapport sur le réexamen du fonctionnement du Panel consultatif d'experts sur les candidats à l'élection des juges à la Cour européenne des droits de l'homme. Le Groupe examine et adopte le projet de

rapport du CDDH tel qu'il figure à l'Addendum II, en vue de sa transmission au DH-GDR pour examen lors de sa prochaine réunion (29-31 octobre 2013). Le Groupe remercie M. Kuijer pour sa contribution à ses travaux.

5. Au cours de ses discussions, le Groupe décide de consigner les points qui suivent dans son rapport de réunion :

- En ce qui concerne les deux réponses possibles aux difficultés perçues du fait des règles de confidentialité, parmi les experts qui ont exprimé une préférence, onze ont privilégié une approche consistant à conserver les règles de confidentialité actuelles et aucun ne s'est exprimé en faveur d'une approche selon laquelle le Panel consultatif ne serait pas lié par des règles strictes de confidentialité.
- En ce qui concerne les cas dans lesquels un Etat partie a transmis sa liste de candidats à l'Assemblée parlementaire sans avoir reçu l'avis du Panel consultatif, le Groupe souhaiterait savoir de quelle manière l'Assemblée parlementaire a procédé.

Point 4 : La question d'entreprendre ou non d'amender la Convention en vue de permettre la nomination de juges supplémentaires à la Cour

6. Le Rapporteur, M. Vit SCHORM (République tchèque), présente son projet de rapport sur la question d'entreprendre ou non d'amender la Convention en vue de permettre la nomination de juges supplémentaires à la Cour. Le Groupe examine et adopte le projet de rapport du CDDH tel qu'il figure à l'Addendum III, en vue de sa transmission au DH-GDR pour examen lors de sa prochaine réunion (29-31 octobre 2013). Le Groupe remercie M. Schorm pour sa contribution à ses travaux.

Point 5 : Questions diverses

7. Aucune autre question n'est abordée.

Point 6 : Adoption des conclusions et du rapport de réunion

8. Le Groupe conclut qu'avec l'adoption des trois projets de rapports du CDDH susmentionnés, il a rempli son mandat. Il se félicite de l'atmosphère constructive dont ses membres ont fait preuve durant ses travaux, et remercie le Président pour la manière dont il a conduit les travaux.

Annexe I**Liste des participants****MEMBERS / MEMBRES****ALBANIA / ALBANIE**

M. Roden HOXHA, Adjoint au Représentant Permanent 2, rue Waldteufel – 67000 Strasbourg
Tel: 00 33 (0)3 88 36 02 06 – Fax: 00 33 (0)3 88 35 15 79
E-mail: mission.coe@mfa.gov.al

BOSNIA AND HERZEGOVINA

Ms Zikreta IBRAHIMOVIC, Deputy Agent of the Council of Ministers of Bosnia and Herzegovina before European Court of Human Rights, Office of the Agent, Dzemala Bijedica 39/II, 71000 Sarajevo
Tel/fax: 00 387 33 730 490
E-mail: zikreta.ibrahimovic@mhr.gov.ba

CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE

Mr Vit A. SCHORM, Government Agent, Ministry of Justice, Vysehradská 16, 128 10 Praha 2
Tel: 00 420 221 997 442 – Fax: 00 420 221 997 445
E-mail: vschorm@msp.justice.cz

FINLAND / FINLANDE

Mr Arto KOSONEN, Government Agent, Director of the Unit for Human Rights Court and Conventions, Legal Service, Ministry of Foreign Affairs, P.O. Box 411, FI-00023 Government
Tel: 00 358 9 1605 5729 - Fax: 00 358 9 1605 5951
E-mail: arto.kosonen@formin.fi

FRANCE

Mme Nathalie ANCEL, Sous-directrice des droits de l'homme, Direction des affaires juridiques des Affaires étrangères, 57 boulevard des Invalides, F-75007 Paris
E-mail : nathalie.ancel@diplomatie.gouv.fr

GERMANY / ALLEMAGNE

Dr. Denise RENGER, Legal Officer, Division for Protection of Human Rights, Federal Ministry of Justice, Mohrenstrasse 37, 10117 Berlin, Germany
Tel: 0049 (30) 18580 – 9445 – Fax: 0049 (30) 18580 - 9492
E-Mail: renger-de@bmj.bund.de

GREECE / GRECE

Ms Ourania PATSOPOULOU, Senior Adviser, Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of Greece to the Council of Europe, 21, place Broglie - 67000 Strasbourg
Tel: 03 88 32 88 18 – Fax: 03 88 23 12 46
E-mail: greekdelegce@wanadoo.fr

ITALY / ITALIE

Mr. Giuseppe CAVAGNA, Deputy Permanent Representative, Permanent Representation of Italy to the Council of Europe, 3 rue Schubert - 67000 Strasbourg
Tel: 00 33 (0) 3 88 60 20 88 - Fax: 00 33 (0) 3 88 61 47 83
E-mail: rappresentanza.strasburgo@esteri.it

M. Gianluca MAURO PELLEGRINI, Co-Agent du Gouvernement italien devant la Cour européenne des Droits de l'Homme
E-mail: rappresentanza.strasburgo@esteri.it

LATVIA / LETTONIE

Mrs Kristīne LĪCE, Government Agent, Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Latvia,
K.Valdemāra 3 Rīga, LV-1385

Tel.: +317 6701 6340 - Fax: +371 6728 3335

E-mail: kristine.licis@mfa.gov.lv

MONTENEGRO

Mr Zoran PAZIN, State Agent to the ECHR, Serdara Jola Piletića 8/6, 81000 Podgorica

Tel: 00 382 20 244 036

E-mail: s.agent@gsv.gov.me

THE NETHERLANDS / PAYS-BAS

Mr Martin KUIJER, Senior legal adviser human rights law, Ministry of Justice, Legislation Department,
room H.511, Schedeldoekshaven, P.O. Box 20301, 2500 BZ The Hague

Tel: 00 31 (0)70 370 4861 - Fax: 00 31 (0)70 370 7910

E-mail: m.kuijer@minjus.nl

Ms Françoise SCHILD, Legal counsel, International Law Division, Human Rights Cluster, Ministry of
Foreign Affairs of the Netherlands, P.O. Box 20061, 2500 EB The Hague

Tel: 00 31 70 348 4274 – Fax: 00 31 70 348 51 28

E-mail: francoise.schild@minbuza.nl

NORWAY / NORVEGE

Mr Morten RUUD, **Chairperson / Président**, Special Adviser Ministry of Justice, Box 8005 DEP
0030 OSLO, Norway

Tel: 00 47 22 24 51 08

E-mail: morten.rood@jd.dep.no

POLAND / POLOGNE

Mrs Eliza SUCHOŻEBRSKA, Government Co-Agent before ECtHR, Department of Proceedings
before International Human Rights Protection Bodies, Ministry of Foreign Affairs of Poland

E-mail: eliza.suchozebrska@msz.gov.pl

ROMANIA / ROUMANIE

Mme Cristina BUNEA, procureur détachée, Direction de l'Agent du Gouvernement, Ministère des
Affaires Étrangères, Bucarest, Aleea Alexandru, no 31

Tel: 021/319 2191 – Fax: 021/319 2229

E-mail: cristina.bunea@mae.ro

RUSSIAN FEDERATION / FEDERATION DE RUSSIE

Mr Nikolay MIKHAILOV, Office of the Representative of the Russian Federation at the
European Court of Human Rights, Deputy Head, Ministry of Justice of the Russian Federation, Zhitnaya
St., 14, 119991 Moscow

Tel: 00 7 495 955 58 43

E-mail: nikolay_mikhailov@yahoo.com

Ms Maria MOLODTSOVA, Deputy to the Permanent Representative, Chancery, 75 allée de la
Robertsau, 67000 Strasbourg

E-mail: m.molodtsova@mail.ru / russia.coe@orange.fr

SWEDEN / SUEDE

Ms Katarina FABIAN, Desk Officer, Department for International Law, Human Rights and Treaty
Law, Ministry for Foreign Affairs, Government Offices of Sweden, SE-103 39 Stockholm

Tel: 00 46-8-4052393 – Fax: 0046-72-5783808

E-mail: katarina.fabian@gov.se

SWITZERLAND / SUISSE

Ms Cordelia EHRICH, Département fédéral de justice et police DFJP, Office fédéral de la justice OFJ, Domaine de direction droit public, Droit européen et protection internationale des droits de l'homme, Bundesrain 20, 3003 Berne
Tel : 0041 31 323 88 79 – Fax : 0041 31 322 84 01
Email: cordelia.ehrich@bj.admin.ch

TURKEY / TURQUIE

Mme Işık BATMAZ, Legal Expert, Représentation permanente de la Turquie auprès du Conseil de l'Europe, 23, boulevard de l'Orangerie, F-67000 Strasbourg
Tel: 00 33 3 24 87 12 - Fax: 00 33 3 88 24 03 73
E-mail: isik.batmaz@mfa.gov.tr

Mr Okan TAŞDELEN, Deputy Head of Human Rights Department, Ministry of Justice, Mustafa Kemal Mah. 2151. Cad. No: 34/A Söğütözü/ANKARA
Tel: 00 312 218 78 06 - Fax: 00 312 219 45 28
E-mail: okan.tasdelen@adalet.gov.tr

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Mrs Megan ADDIS, Assistant Legal Adviser, Room E213 (the Old Library), Foreign and Commonwealth Office, London SW1A 2AH
Tel: 0044 (0)20 7008 1073 – Fax: 00 44 (0)20 7008 2767
Email: megan.addis@fco.gov.uk

OBSERVERS / OBSERVATEURS

HOLY SEE/ SAINT SIÈGE

Melle Andreea POPESCU 4 quai Koch, 67000 Strasbourg
Tel.: 03 88 24 94 40 – Fax : 03 88 24 94 47
E-mail: andreeap77@yahoo.com

MEXICO / MEXIQUE

Madame Andrea BARBOSA, Attaché, Mission Permanente du Mexique auprès du Conseil De l'Europe 8, boulevard du Président Edwards 67000 Strasbourg, France
Tel: 00 33 (0) 3 88 24 07 72 / 26 81 – Fax. 00 33 (0) 3 88 24 10 87

Monsieur Diego SANDOVAL, Mission Permanente du Mexique auprès du Conseil De l'Europe 8, boulevard du Président Edwards 67000 Strasbourg, France
Tel: 00 33 (0) 3 88 24 07 72 / 26 81 – Fax. 00 33 (0) 3 88 24 10 87

EUROPEAN UNION / UNION EUROPEENNE

Mr Giovanni Carlo BRUNO, (Confirmed) Deputy to the Head of Delegation of European Union to the Council of Europe, 8 bld de l'Orangerie, F-67000 Strasbourg
Tel: 0033 (0)3 90 40 60 80 – 0033 (0)3 90 40 60 85
E-mail: Giovanni-Carlo.Bruno@eeas.europa.eu

Mr Charilaos KAVETSOS, European Union Delegation to the Council of Europe, 8 bld de l'Orangerie, F-67000 Strasbourg

INTERNATIONAL COMMISSION OF JURISTS (ICJ) / COMMISSION INTERNATIONALE DE JURISTES (CIJ)

Mr Róisín PILLAY, Senior Legal Adviser, Europe Programme International Commission of Jurist, PO Box 9, 33 Rue des Bains, CH - 1211 Geneva 8
Tel: 00 41 22 9793830 - Fax: 00 41 22 9793801
E-mail: roisin.pillay@icj.org

**EUROPEAN GROUP OF NATIONAL HUMAN RIGHTS INSTITUTIONS / GROUPE
EUROPÉEN DES INSTITUTIONS NATIONALES DES DROITS DE L'HOMME**

Apologised

**CONFERENCE OF INGOS OF THE COUNCIL OF EUROPE / CONFÉRENCE DES OING DU
CONSEIL DE L'EUROPE**

Monsieur Jean-Bernard MARIE

E-mail: Jean-Bernard.Marie@misha.fr

AIRE CENTRE

Mrs Nuala MOLE, Third Floor, 17 Red Lion Square, London WC1R 4QH

Tel: 0044 20 7831 4276 – Fax: 0044 20 7404 7760

E-mail: nmole@airecentre.org

Mrs Felicity AUER, Third Floor, 17 Red Lion Square, London WC1R 4QH

Tel: 0044 20 7831 4276 – Fax: 0044 20 7404 7760

E-mail: nmole@airecentre.org

OPEN SOCIETY JUSTICE INITIATIVE

Mr Christian DE VOS, Open Society Justice, advocacy officer, 7th Floor Millbank Tower, 21-24

Millbank London, SW1P 4QP United Kingdom

E-mail: christian.devos@opensocietyfoundations.org

**REGISTRY OF THE EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS / GREFFE DE LA COUR
EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME**

Mr John DARCY, Conseiller du président et du greffier / adviser to the President and the Registrar,
Private Office of the President, European Court of Human Rights, Cabinet du Président, Cour
européenne des droits de l'Homme

Tel: 00 33 3 88 41 31 56

E-mail: john.darcy@echr.coe.int

PARLIAMENTARY ASSEMBLY/ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE

Mr Andrew DRZEMCZEWSKI, Head of Legal Affairs & Human Rights Department/Chef de
Département des questions juridiques & des droits de l'homme /

Tel: 33 3 88 41 23 26 Fax: 33 3 88 41 27 02

E-mail: andrew.drzemczewski@coe.int

**DEPARTMENT FOR THE EXECUTION OF JUDGMENTS OF THE COURT / SERVICE DE
L'EXÉCUTION DES ARRÊTS DE LA COUR**

Mme Geneviève MAYER, Chef du Service

E-mail: genevieve.mayer@coe.int

Mr. Fredrik SUNDBERG, Deputy to the Head of Department

E-mail: fredrik.sundberg@coe.int

SECRETARIAT

**DG I – Human Rights and Rule of Law / Droits de l'Homme et Etat de droit
Council of Europe / Conseil de l'Europe, F-67075 Strasbourg Cedex**

Mr Jörg POLAKIEWICZ, Head of Human Rights Policy and Development Department / Chef du
Service des politiques et du développement des droits de l'Homme

Tel: 00 33 3 88 41 29 19

E-mail: jorg.polakiewicz@coe.int

Mr Alfonso DE SALAS, Head of the Human Rights Intergovernmental Cooperation Division / Chef de la Division de la coopération intergouvernementale en matière de droits de l'Homme, Secretary of the CDDH / Secrétaire du CDDH

Tel: 00 33 3 88 41 23 24

E-mail: alfonso.desalas@coe.int

Mr David MILNER, Head of the Unit on the reform of the Court / Chef de l'Unité pour la réforme de la Cour, Human Rights Intergovernmental Cooperation Division / Division de la coopération intergouvernementale en matière de droits de l'Homme, Secretary of the DH-GDR / Secrétaire du DH-GDR

Tel: 00 33 3 90 21 53 27

E-mail: david.milner@coe.int

Mme Virginie FLORES, Administrator / Administrateur, Human Rights Intergovernmental Cooperation Division / Division de la coopération intergouvernementale en matière de droits de l'Homme

Tel: 00 33 3 90 21 50 55

E-mail: virginie.flores@coe.int

Mlle Haldia MOKEDDEM, Assistant / Assistante, Human Rights Intergovernmental Cooperation Division / Division de la coopération intergouvernementale en matière de droits de l'Homme

Tel: 00 33 3 88 41 35 63

E-mail: haldia.mokeddem@coe.int

INTERPRETERS/INTERPRÈTES

Mr Christopher TYCZKA

Mrs Sylvie BOUX

Mrs Christine TRAPP

Annexe II

Ordre du jour (tel qu'adopté)

Point 1 : Ouverture de la réunion, adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux

Documents généraux

- Projet d'ordre du jour annoté GT-GDR-E(2013)OJ002
- Projet d'ordre des travaux GT-GDR-E(2013)OT002
- Rapport de la 1^{ère} réunion du GT-GDR-E (22-24 mai 2013) GT-GDR-E(2013)R1
- Rapport de la 78^e réunion du CDDH (25-28 juin 2013) CDDH(2013)R78
- Rapport de la 77^e réunion du CDDH (19-22 mars 2013) CDDH(2013)R77
- Rapport de la 75^e réunion du CDDH (19-22 juin 2012) CDDH(2012)R75
- Rapport de la 4^e réunion du DH-GDR (5-7 juin 2013) DH-GDR(2013)R4
- Rapport de la 3^e réunion du DH-GDR (13-15 février 2013) DH-GDR(2013)R3
- Rapport de la 2^e réunion du DH-GDR (29-31 octobre 2012) DH-GDR(2012)R2
- Déclaration de Brighton CDDH(2012)007
- Suites à donner à la Conférence de haut niveau sur l'avenir de la Cour européenne des droits de l'homme (Brighton, 18-20 avril 2012) CDDH(2012)009REV.
- Résolution du Comité des Ministres concernant les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés, leur mandat et leurs méthodes de travail CM/Res(2011)24

Point 2 : Question de savoir si des mesures plus efficaces sont nécessaires à l'égard des Etats qui ne donnent pas suite aux arrêts de la Cour dans un délai approprié

Document de travail

- Projet de rapport du CDDH sur la question de savoir si des mesures plus efficaces sont nécessaires à l'égard des Etats qui ne donnent pas suite aux arrêts de la Cour dans un délai approprié GT-GDR-E(2013)013

Documents de référence

- Compilation des commentaires sur la question de savoir si des mesures plus efficaces sont nécessaires à l'égard des Etats qui ne donnent pas suite aux arrêts de la Cour dans un délai approprié GT-GDR-E(2013)009
- Programme de l'échange de vues avec des représentants de la société civile et d'autres experts indépendants GT-GDR-E(2013)001

- Liste des participants invités GT-GDR-E(2013)001
Annexe
- Rapport du CDDH contenant des conclusions et propositions éventuelles d'action sur les moyens de régler le grand nombre de requêtes résultant de problèmes systémiques identifiés par la Cour CDDH(2013)R78
Addendum III
- Mémoire sur la proposition de l'Assemblée parlementaire d'introduire un système de sanctions financières ou d'astreintes pour les Etats qui ne donnent pas suite aux arrêts rendus par la Cour de Strasbourg GT-GDR-E(2013)002
- Observations by ETUC to the GT-GDR-E on 'execution of judgments' (uniquement en anglais) GT-GDR-E(2013)003
- Mesures pour améliorer l'exécution des arrêts et des décisions de la Cour – Document de travail en discussion au sein du GT-REF.ECHR GT-REF.ECHR(2013)2 rev2
- Proposals by A. Bultrini concerning supervision by the Committee of Ministers of execution of judgments (uniquement en anglais) GT-GDR-E(2013)006

Point 3 : Réexamen du fonctionnement du Panel consultatif d'experts sur les candidats à l'élection des juges à la Cour européenne des droits de l'homme

Document de travail

- Projet de rapport du CDDH sur le réexamen du fonctionnement du Panel consultatif d'experts sur les candidats à l'élection des juges à la Cour européenne des droits de l'homme GT-GDR-E(2013)014

Documents de référence

- Compilation des commentaires sur le réexamen du fonctionnement du Panel consultatif d'experts sur les candidats à l'élection des juges à la Cour européenne des droits de l'homme GT-GDR-E(2013)010
- Résolution du Comité des Ministres sur la création d'un Panel consultatif d'experts sur les candidats à l'élection de juges à la Cour européenne des droits de l'homme CM/Res(2010)26
- Echange de vues des Délégués des Ministres avec M. Luzius Wildhaber, Président du Panel consultatif d'experts sur les candidats à l'élection de juges à la Cour européenne des droits de l'homme (4 avril 2012 & 30 janvier 2013) DH-GDR(2013)005
- Contribution écrite du Panel consultatif (uniquement en anglais) GT-GDR-E(2013)004Rev
- Règles de fonctionnement supplémentaires du Panel consultatif GT-GDR-E(2013)016

Point 4 : Question d'entreprendre ou non d'amender la Convention en vue de permettre la nomination de juges supplémentaires à la Cour

Document de travail

- Projet de rapport du CDDH sur la question d'entreprendre ou non d'amender la Convention en vue de permettre la nomination de juges supplémentaires à la Cour GT-GDR-E(2013)015

Documents de référence

- Commentaires sur la question d'entreprendre ou non d'amender la Convention en vue de permettre la nomination de juges supplémentaires à la Cour GT-GDR-E(2013)011
- Intervention du Greffier de la Cour lors de la réunion du Groupe de travail ad hoc sur la réforme du système de la Convention des droits de l'homme (GT-REF.ECHR) du 9 juillet 2013 (uniquement en anglais) GT-GDR-E(2013)012
- Rapport final du CDDH sur des mesures nécessitant des amendements à la Convention européenne des droits de l'homme / Rapport du CDDH sur l'augmentation de la capacité de la Cour à traiter les requêtes CDDH(2012)R74
Addendum I/ Annexe
IV, Section 1

Point 5 : Questions diverses**Point 6 : Adoption des conclusions et du rapport de réunion**Document de travail

- Projet de rapport de la 2^e réunion du GT-GDR-E (17-19 septembre 2013) GT-GDR-E(2013)R2